

# On ne pourra sauver l'école que si on remet de l'ordre dans le pays



*Que devient l'école de la République ? Jean-Michel Blanquer est-il là pour la sauver ? Est-elle encore sauvable, d'ailleurs ? Rien de tel, pour le savoir, que de s'entretenir avec Évelyne Tschirhart, qui vient de publier un nouveau livre sur la question...*

**Riposte Laïque :** Vous venez donc de publier un livre intitulé « L'école du désastre ». Avant d'entrer dans le détail, pouvez-vous vous présenter rapidement à nos lecteurs ?

**Évelyne Tschirhart :** Je suis professeur d'arts plastiques à la retraite, écrivain, peintre et photographe. J'ai aussi enseigné le français en Chine pendant la Révolution culturelle.

**Riposte Laïque :** Vous avez déjà écrit trois autres ouvrages, depuis 2004. Qu'amène de nouveau ce quatrième livre, de 80 pages ?

**Évelyne Tschirhart :** Cet ouvrage est une commande de mon éditeur Max Chaleil (éditions de Paris). Après la publication de mes précédents livres, il m'a demandé de faire le point sur la situation de l'enseignement au cours du quinquennat

particulièrement calamiteux de François Hollande. Les trois ministres qui se sont succédé rue de Grenelle : Vincent Peillon, Benoît Hamon (resté seulement quelques mois) et Najat Vallaud-Belkacem ont donné le coup de grâce à une école déjà en perdition.

Dans ce livre, je détaille les mesures idéologiques prises par ces ministres qui, tout en appelant sans cesse à l'égalité des chances, ont détruit toute possibilité de progression pour les moyens et bons élèves, sans pour autant arracher ceux des milieux défavorisés à l'ignorance. Nous sommes loin de l'école de la méritocratie qui permettait aux enfants de tout milieu de grimper dans l'échelle sociale par leurs efforts et grâce à un enseignement de qualité.

Par ailleurs, j'aborde dans ce livre le problème de la violence qui, sans être nouveau, a connu un pic jamais atteint durant ce quinquennat grâce à la politique laxiste de l'excuse de madame Taubira, politique qui s'est généralisée dans les établissements scolaires. Mais force est de constater que sous la présidence Macron, les choses ne s'améliorent pas !

Enfin, j'aborde la question de l'islam à l'école. Tandis que la violence s'étend et retient de plus en plus l'attention des media (enfin !) l'islamisation rampante s'est attaquée à l'école à travers les programmes, l'étude de la langue arabe, la promotion de la culture arabo-musulmane au détriment du récit national. Cela encouragé par les différents ministres cités. Vincent Peillon n'a-t-il pas déclaré – sans rire – que : « Le catholicisme est incompatible avec la liberté, contrairement à l'islam. »

Enfin, incapable de régler les problèmes économiques, la gauche progressiste s'est emparée des questions sociétales pour en faire son cheval de bataille, labourant ainsi des terres qui relèvent de l'autorité parentale, à savoir : l'éducation des enfants. Toujours au nom des droits de l'homme et de l'égalité, l'école s'est arrogé le droit de formater les

élèves à la sexualité et cela dès leur plus jeune âge. Vincent Peillon et Najat Vallaud-Belkacem (quand elle était ministre de la condition des femmes) ont œuvré ensemble pour introduire la théorie du genre à l'école, la lutte contre l'homophobie, l'égalité entre les sexes, etc.

**Riposte Laïque : En sous-titre de ce nouvel ouvrage, vous évoquez la lâcheté de la droite, et la destruction de la gauche. Pourquoi cette nuance ?**

**Évelyne Tschirhart :** De façon générale, la droite s'est, par tradition, le plus souvent désintéressée de l'école et de la culture, les abandonnant à la gauche. Elle se pensait essentiellement vouée à l'économie. Pourtant des hommes politiques de droite sont souvent très cultivés : Xavier Darcos, Luc Ferry... pour ne citer qu'eux. Cependant, les grands penseurs du libéralisme français comme Condorcet, Jean-Baptiste Say, Benjamin Constant, Tocqueville, Frédéric Bastiat sont peu étudiés. Cela en dit long sur la pluralité des idées politiques en France !

La droite elle-même a participé à l'abaissement du niveau général en créant le collège unique avec la réforme Haby sous Giscard d'Estaing. Par ailleurs, elle n'a jamais voulu revenir sur cette mesure aberrante qui a sacrifié les filières d'excellence. Elle a refusé de casser les réformes aberrantes des pédagogistes pour ne pas avoir à affronter les syndicats enseignants (de gauche). Elle a fait preuve d'un manque de courage politique coupable.

Quant à la gauche, elle est effectivement responsable de la destruction de l'école, toujours au nom de l'égalité, bien sûr ! L'allongement de la scolarité avec laquelle la droite était d'accord partait d'une bonne intention mais elle a été menée trop rapidement et a conduit à la massification des élèves. Liliane Lurçat a parfaitement décrit dans « La destruction de l'école élémentaire et ses penseurs » comment la gauche a mis en place, progressivement, une école

totalitaire grâce aux pédagogistes utopiques qui ont, avec un langage abscons et fumeux, imposé des méthodes délirantes, la première étant celle de la lecture globale puis mixte, avec l'aval de l'Université et du ministère de l'Éducation.

Ces pédagogistes ont institué « les Sciences de l'éducation » au sein de l'Université afin de labelliser leurs prétendues découvertes. C'est ainsi que la pédagogie a pris le pas sur la transmission des connaissances. Loin de faire le bilan de ces réformes, alors que les résultats se montraient catastrophiques, la gauche s'est enlisée dans la poursuite d'une politique de nivellement par le bas. L'école de Jules Ferry se fondait sur l'égalité des chances : « une école gratuite, laïque et obligatoire ». Des enfants issus de milieux très modestes pouvaient réussir en fonction de leurs aptitudes personnelles, de leur travail. L'ascenseur social fonctionnait.

Aujourd'hui, et cela depuis quarante ou cinquante ans, la gauche a mis l'échec scolaire sur le dos de l'origine sociale des élèves alors que c'est l'institution qui a créé cet échec en abaissant le niveau des connaissances au profit « d'activités » et d'un enseignement ludique, au prétexte que les élèves s'ennuyaient. Elle a imposé la pédagogie comme moteur d'apprentissage alors que la pédagogie est l'art d'instruire. Si la droite est coupable d'avoir laissé faire, pensant à tort qu'une main-d'œuvre bon marché n'a pas besoin d'être instruite, la gauche, convertie à la mondialisation, veut créer un homme nouveau, formaté aux droits de l'homme et docile avant tout.

**Riposte Laïque : Vous expliquez que le rôle de l'Éducation nationale, au nom de l'égalitarisme, est de façonner des citoyens consommateurs et décérébrés. Pouvez-vous développer cela ?**

**Évelyne Tschirhart :** En refusant de donner aux élèves les connaissances et les outils d'apprentissage que l'école est

censée leur apporter, en refusant de les élever à la rationalité par l'étude de la littérature, de l'Histoire, de la philosophie, en prétendant que l'élève seul construit son savoir, la gauche a rompu le pacte républicain dont elle se réclame à cor et à cri.

En abandonnant l'école à la violence, une violence qui ne permet plus aux enseignants d'enseigner ni aux élèves de travailler, elle a opéré une scission par l'argent : d'un côté, les élèves de familles aisées – mais pas toujours – qui suivent une scolarité dans des établissements privés, de l'autre, la massification d'élèves provenant de milieux défavorisés, livrés à l'inculture et qui seront des consommateurs dociles, sans esprit critique et qui feront de bons électeurs. Les tenants du postmodernisme refusent de considérer la tradition comme porteuse de valeurs à transmettre. Déjà, Hannah Arendt écrivait dans « La crise de la culture » que « l'éducation ne peut faire fi de l'autorité ni de la tradition. » Avec la gauche, c'est la politique de la table rase ou encore de la page blanche toujours à réécrire.

Par ailleurs, les merveilles de la technologie sont adulées par les ministres et prônées par « les sciences de l'éducation » qui pensent qu'une tablette règlera le problème de l'illettrisme ! Tous les ministres de François Hollande et jusqu'à Jean-Michel Blanquer nous font croire que le numérique doit être utilisé dès le primaire ! Comme si les enfants et les adolescents ne passaient pas assez de temps sur les ordinateurs, tablettes et autres smartphones... Abaisser le niveau de connaissances en français, introduire l'arabe à l'école dès le CP – ce qui revient à accentuer le communautarisme – ont pour fin de détruire la culture nationale.

**Riposte Laïque : Je vous ai trouvée très prudente sur le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer.**

**Évelyne Tschirhart** : Prudente et de plus en plus incrédule quant à sa volonté réelle de changement. Comme je le dis dans mon livre, les quelques annonces positives, comme le retour à la méthode syllabique en CP, réforme vraiment attendue par un grand nombre de parents et d'enseignants, ne vont bénéficier en priorité qu'à une catégorie d'élèves : celle des REP (réseaux d'éducation prioritaire). Cela signifie que les élèves issus de l'immigration recevront majoritairement un enseignement de meilleure qualité avec la méthode syllabique pour l'apprentissage de la lecture et bénéficieront surtout d'effectifs très réduits. Or, pour le coup, l'égalité de traitement n'est plus respectée puisque l'on donne à Pierre en déshabillant Paul ; en effet, des classes sont fermées (à partir de 17 élèves pour certaines) dans les zones rurales, au prétexte qu'il n'y aurait pas assez d'élèves. Ajoutons que le coût de ces classes dédoublées est exorbitant et que les enseignants nommés dans les ZEP et REP toucheront une prime d'environ 1 000 euros.

Par ailleurs, si l'on ne peut imputer au nouveau ministre la responsabilité de la violence qui gangrène les établissements scolaires depuis une quinzaine d'années, on ne voit venir aucune mesure sérieuse pour y mettre un terme. Cette violence n'est que la continuité de celle qu'on trouve dans les banlieues et le refus de certaines populations de s'intégrer, qui contestent les cours au nom de la religion et alimentent cette violence.

Derrière des paroles apaisantes de retour au bon sens, Jean-Michel Blanquer ne peut que suivre la politique de ses prédécesseurs car l'idéologie n'a pas changé : celle de l'ouverture à l'immigration avec son corollaire, l'islamisation lente mais sûre du pays. Ajoutons que le recrutement des enseignants se fait de plus en plus difficilement. Nombre de contractuels viendront remplacer ceux qui partent à la retraite ou qui démissionnent et l'on recrute déjà des recalés au concours d'entrée dans les ESPE ou au

Capes. Jean-Michel Blanquer a été habilement placé à la tête du ministère pour faire illusion mais celle-ci s'effrite déjà.

**Riposte Laïque :** Vous posez, sur la fin de votre livre, la question : « L'école actuelle est-elle réformable ». Et vous amenez comme piste la multiplication d'écoles hors contrat, pour faire bouger le « Mammouth ». Mais ces écoles sont chères et ne sont pas à la portée de tout le monde. Alors, je vous pose une question claire : un pouvoir politique nouveau arrive aux affaires et vous propose le ministère de l'Instruction publique. Quelles mesures prenez-vous, sans tabou aucun, pour redonner à l'école de la République les moyens d'instruire nos enfants ?

**Évelyne Tschirhart :** Comme je viens de le dire, l'école, telle qu'elle fonctionne actuellement n'est pas réformable. Il faut commencer par casser le carcan de l'Éducation nationale. Tant qu'une réforme drastique du Mammouth ne sera pas à l'ordre du jour, tant que l'Administration tenue par la gauche (mais aussi la droite suiviste) et son administration stalinienne restera aux manettes, aucun changement véritable ne sera possible.

Beaucoup de parents l'ont compris et essaient d'échapper comme ils peuvent à cette usine de destruction massive. Il est vrai que tous les parents n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans une école privée. C'est pourquoi je préconise que l'argent du contribuable soit rendu sous forme de chèque-éducation aux familles qui le souhaitent. Si l'instruction est obligatoire, chaque citoyen a le droit de choisir son école. Un pouvoir politique nouveau devra s'armer d'un grand courage et redéfinir la question du sens pour revenir à une école de la transmission des savoirs, c'est-à-dire de l'instruction.

Bien sûr, il faut revenir à la généralisation des méthodes d'apprentissage qui ont fait leurs preuves : méthode syllabique, mais aussi ajouter des heures de français pour l'apprentissage systématique de la grammaire, du vocabulaire,

de la conjugaison, de la rédaction. Les élèves n'écrivent pratiquement plus et répondent par des croix dans des exercices à trou. Il faut recentrer l'enseignement primordial du français sur l'oral mais surtout les exercices écrits et la répétition. Même chose pour l'arithmétique et pour l'Histoire qui doit retrouver un ordre chronologique.

La réforme doit commencer par l'enseignement primaire ; encore faut-il que les instituteurs (j'emploie ce terme volontairement) soient formés correctement ce qui n'est pas le cas. Encore faudrait-il que les élèves-instituteurs des ESPE n'aient plus la tête farcie de pédagogisme et autres idées folles sur « c'est l'élève qui construit son savoir » !

Mais je suis pessimiste car cela ne pourrait se faire sans une reprise en main de la Nation française qui est en train de se déliter chaque jour un peu plus. Comme je l'ai déjà dit, on ne peut résoudre le problème de la violence à l'école sans remettre de l'ordre dans les quartiers qui sont aux mains des dealers, de la mafia et des islamistes : quartiers qui sont déjà en sécession. Il faudrait une rupture radicale avec la politique menée depuis des dizaines d'années et qui risque de nous mener à la guerre civile. Nous sommes de fait en situation de guerre puisque nous sommes attaqués sur notre propre sol.

Pour remettre de l'ordre dans l'école, il faut d'abord remettre de l'ordre dans le pays. C'est la survie de la France qui est en jeu.

**Propos recueillis par Pierre Cassen**

Commander le livre « L'école du désastre » :

<https://leseditionsdeparis.com/>